

ROYAUME DU MAROC
UNIVERSITE MOULAY ISMAÏL
FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
MEKNES

**APPEL D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX N° 2/2022/AMEFSJES
(Lot unique)**

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA SALLE DE CONFERENCE ET PLAIDOIRIE A
LA FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES -
MEKNES.**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet : **TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA SALLE DE CONFERENCE ET PLAIDOIRIE A LA FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES - MEKNES.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du Règlement relatif aux marchés publics de l'université Moulay Ismail - Meknès, pris en vertu de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes promulguée par le Dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) et notamment ses articles 7, 13, 17 et 19, ainsi que la résolution du Conseil de l'Université, dans sa séance du 22 juillet 2014.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement précité. Toute disposition contraire au règlement précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement précité.

ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres **Le Doyen de la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales Meknès**, désigné dans le Cahier des Prescriptions Spéciales par « **le Maître d'Ouvrage** ».

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement précité :

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement, les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés

ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 25 du règlement précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

A. Un dossier administratif comprenant :

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du règlement précité ;
- b. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu, le cas échéant, libellé au nom de la Présidence de l'Université Moulay Ismaïl ;
- c. Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement précité ;

B. Un dossier technique comprenant :

Le certificat de qualification et de classification (originale ou copie certifiée conforme) comme suit :

Secteur	Qualification	Classe Minimale
AMENAGEMENT	A5	4

La production dudit certificat est exigée, il dispensera l'entrepreneur de la fourniture du dossier technique.

NB :

- Lorsque le concurrent est un établissement public, outre les pièces prévues aux dossiers administratif et technique cités ci-dessus, le concurrent doit fournir une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.
- Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir un dossier technique tel que prévu par l'article 25-B du règlement relatif aux marchés publics de l'université, précité.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du Règlement précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Les modèles du bordereau des prix et du détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 §7 du règlement précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 §I-2 de l'article 20 du règlement précité.

ARTICLE 7 : RÉPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres est lancé en lot unique.

ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE

L'offre variante par rapport à la solution de base n'est pas admise.

ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le (ou les) bureau(x) indiqué(s) dans l'avis d'appel d'offres dès la parution dans l'un des supports de publication et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable du portail des marchés publics, ou est remis gratuitement aux concurrents.

ARTICLE 10 : INFORMATION ET DEMANDE D'ÉCLAIRCISSEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1. Contenu des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité, les dossiers présentés par

les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Un dossier additif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement établi comme indiqué au §1-a de l'article 22 du règlement précité ;
 - Le bordereau des prix – détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui, du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

2. Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement précité, le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet de l'appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que **"le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis"**.

Ce pli contient deux enveloppes :

- a. La première enveloppe :** contient les pièces du dossier administratif et technique et du dossier additif, le cahier des prescriptions spéciales, et le règlement de la consultation paraphés à toutes les pages, signés et cachetés à la dernière page avec la mention manuscrite « Lu et accepté ».

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossier administratif et technique et dossier additif";

- b. La deuxième enveloppe :** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

ARTICLE 12 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 31 et 131 du règlement précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau des marchés à la Présidence de l'Université Moulay Ismail, indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit déposés par voie électronique au portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) selon les prescriptions de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation

des procédures des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne seront pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du règlement précité.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du règlement précité.

ARTICLE 14 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Toutefois, le maître d'ouvrage reste engagé vis-à-vis des concurrents tant qu'ils n'ont pas retiré leurs offres.

ARTICLE 15 : MONNAIE

Le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirham Marocain.

ARTICLE 16 : LANGUE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES CONCURRENTS

Les pièces et documents contenus dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être rédigés en langue française ou arabe.

Tout document ou imprimé fourni par un concurrent peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il est accompagné par une traduction des passages intéressant l'offre en langue française ou arabe. Dans ce cas, et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction française ou arabe fera foi.

ARTICLE 17 : LES CRITÈRES D'ÉVALUATION ET JUGEMENT DES OFFRES

L'ouverture des plis et l'examen des offres des concurrents seront effectués par la commission d'appel d'offres conformément aux dispositions des articles 36, 39, 40 et 41 du règlement précité.

La commission apprécie notamment les capacités juridiques, techniques et financières ainsi que les références professionnelles des concurrents, et ce, au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

Pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération, après admission des concurrents, est le prix proposé. Ainsi, l'offre la plus avantageuse est l'offre évaluée la moins disante.

Lu et accepté (Manuscrite)

Signature et Cachet.



Faculté des Sciences Juridiques
Economiques et Sociales
Doyen
Abdelrhani BOUAYAD